

Pour une meilleure information sur l'action contre les mines

Un des plus grands problèmes auquel on se heurte lorsqu'on veut accroître l'efficacité et l'efficacités des programmes d'action contre les mines est le manque de renseignements fiables sur la nature du problème des mines terrestres. Au cours des deux dernières années, la nette amélioration de la qualité et de la quantité de ces renseignements a fait en sorte que l'accent n'est plus mis sur le nombre de mines dans un secteur, mais sur la prise en compte des répercussions sociales et économiques des mines. Vu l'importance accordée à cet aspect et vu la quantité de nouvelles données devenues disponibles, un nombre croissant d'institutions nationales et internationales engagées dans l'action contre les mines sont désormais en mesure de mieux coordonner et systématiser leur planification et leurs programmes, ainsi que la poursuite de leurs objectifs.



À l'échelle mondiale, le système des Nations Unies a transformé son approche de l'action contre les mines ces 18 derniers mois. Aujourd'hui, le Service de l'action antimines des Nations Unies (UNMAS) fait fonction de centre de coordination, au sein du système des Nations Unies, de toutes les activités relatives aux mines et il œuvre en liaison étroite avec des organisations comme le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), le Bureau de l'ONU pour les services d'appui aux projets (UNOPS), l'UNICEF, le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, le Programme alimentaire mondial (PAM), l'Organisation mondiale de la santé et le Département des affaires de désarmement afin d'appuyer des initiatives et programmes précis en matière d'action antimines. L'UNMAS coordonne également la collecte, l'analyse et la diffusion d'informations sur l'action antimines, et il a assumé le rôle directeur pour ce qui est de la coopération avec les membres de l'organisation Mine Action Support Group, qui a son siège à New York, afin d'améliorer la coordination entre les donateurs.

Il s'est produit un autre développement important à l'échelle mondiale : l'apparition du Survey Contact Group, une coalition d'ONG qui œuvre de concert avec l'UNMAS et avec les donateurs les plus importants en vue de faciliter la réalisation de relevés nationaux de niveau un qui permettront d'établir des données standardisées de

grande qualité sur les répercussions socio-économiques des mines AP. Depuis 1997, des relevés de niveau un ou des évaluations approfondies ont été mis en marche ou ont été terminés en Bosnie, au Cambodge, en Jordanie, au Liban, au Mozambique, au Tchad, en Thaïlande et au Yémen.

Pour améliorer la coordination de l'action antimines à l'échelle mondiale, le MAECI a versé une contribution ponctuelle de 500 000 dollars à l'UNMAS en 1998-1999. Cette somme aidera à veiller à ce que les ressources mondiales soient utilisées de manière efficace et efficiente.

Le Canada a également créé le Programme des institutions multilatérales afin d'appuyer les initiatives antimines entreprises par des organismes multilatéraux comme l'ONU et le CICR. Ce programme financera des initiatives d'un coût total de 10,5 millions de dollars sur cinq ans. Cette année, il a décaissé un peu plus de 2,8 millions de dollars par l'intermédiaire de ces organismes internationaux (dont 1,5 million de dollars pour la réalisation du relevé national de niveau un au Yémen, évoqué précédemment), 205 000 dollars pour le Fonds des contributions volontaires du PNUD pour le Laos et 500 000 dollars pour le Fonds des contributions volontaires du PNUD pour le Cambodge. Un montant de 300 000 dollars a été versé au Fonds d'affectation spéciale de l'OEA pour le déminage le long de la frontière entre le Pérou et l'Équateur. Enfin, mentionnons une contribution de 300 000

Pour tirer le meilleur parti possible des maigres ressources dont on dispose dans la lutte antimines, il faut posséder des renseignements de très haute qualité.